



CONSEIL COMMUNAL DU 21 JUIN 2023
GEMEENTERAAD VAN 21 JUNI 2023

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la mise en sens unique du Boulevard Edmond Machtens durant la période de travaux à hauteur de Beekkant.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe en annexe.

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het eenrichtingsverkeer op de Edmond Machtenslaan tijdens de werkzaamheden aan Beekkant.

1 annexe / 1 bijlage
Machtens.pdf

2 **Secrétariat communal - IGRETEC - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 29 juin 2023.**

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune/Ville/Province/CPAS à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la prochaine assemblée générale d'IGRETEC se déroulera le 29 juin 2023 à 17h30 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les points 1 à 8 de l'ordre du jour :

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2022 – Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2022 - Rapport de gestion du Conseil d'Administration - Rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes - Rapport spécifique du Conseil d'Administration sur les prises de participations ;
3. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2022 ;
4. Approbation du rapport du Conseil d'Administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD ;
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2022 ;
6. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2022 ;
7. Constitution de la société coopérative CHARLEROI METROPOLE ;
8. Constitution de la société coopérative TRANSENO.

Article 2 :

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 21 juin 2023.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com)

Gemeentelijk secretariaat - IGRETEC - Goedkeuring van de dagorde van de algemene vergadering van 29 juni 2023.

DE RAAD,

Gezien de aansluiting van de gemeente/stad/provincie/CPAS bij de Intercommunale IGRETEC;
Gezien de code voor lokale democratie en decentralisatie;
Overwegende dat de volgende algemene vergadering van IGRETEC zal plaatsvinden op 29 juni 2023 om 17.30 uur;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De agendapunten 1 tot en met 8 goed te keuren:

1. Lidmaatschap/Bestuurders ;
2. Statutaire jaarrekening voor het jaar eindigend op 31/12/2022 - Geconsolideerde jaarrekening voor het jaar eindigend op 31/12/2022 - Beheersverslag van de Raad van Bestuur - Verslag van de Raad van Commissarissen - Specifiek verslag van de Raad van Bestuur over investeringen in aandelen;
3. Goedkeuring van de statutaire jaarrekening per 31/12/2022;
4. Goedkeuring van het verslag van de Raad van Bestuur in de zin van artikel L6421-1 van de CDLD;
5. Verlening van kwijting aan de leden van de Raad van Bestuur voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2022;
6. kwijting aan de leden van de Raad van Commissarissen voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2022;
7. Oprichting van de coöperatie CHARLEROI METROPOLE;
8. Oprichting van de coöperatie TRANSENO.

Artikel 2:

Zijn afgevaardigden in deze vergadering op te dragen zich te schikken naar de wensen die de gemeenteraad in zijn vergadering van 21 juni 2023 heeft geuit.

Een kopie van deze resolutie wordt gezonden aan IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1, 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com).

4 annexes / 4 bijlagen

IGRETEC-Rapport financier 2022.pdf, Rapport spécifique sur les prises de participations.31 12 2022.pdf, AG 29.06.2023 - Note Associés.pdf, IGRETEC-Rapport de gestion 2022.pdf

3 Enseignement francophone – Enseignement maternel et primaire – Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2023.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 19, 23, 24, 31, 32, 34 et 187 du Décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 15, 18, et 20 à 21 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que l'article 23 du Décret du 10 mars 2006 précité prévoit les mêmes dispositions concernant l'exercice du droit à la priorité des maîtres et professeurs de religion ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en

cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée ou par voie électronique adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1 :

De déclarer vacants au 15 avril 2023, dans l'enseignement fondamental francophone, les emplois subventionnés suivants :

- emplois d'instituteur(-trice) maternel(le) : 0 période ;
- emplois d'instituteur(-trice) maternel(le) - immersion (néerlandais) : 0 période ;
- emplois d'instituteur(-trice) primaire : 180 périodes ;
- emplois d'instituteur(-trice) primaire - immersion (néerlandais) : 24 périodes ;
- périodes d'éducation physique : 0 période ;
- périodes de psychomotricité : 0 période ;
- périodes de maître de seconde langue (néerlandais) : 45 périodes ;

- périodes de maître de morale : 0 période ;
- périodes de maître de religion catholique : 2 périodes ;
- périodes de maître de religion islamique : 0 période ;
- périodes de maître de religion orthodoxe : 17 périodes ;
- périodes de maître de religion protestante : 13 périodes ;
- périodes de maître de religion israélite : 1 période ;
- périodes de philosophie et citoyenneté : 30 périodes ;
- périodes de surveillant-éducateur : 0 période.

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2023 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2023.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Franstalig onderwijs - Gemeentelijk basisonderwijs – Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2023.

4 Enseignement francophone - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2023.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 56 et 129 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 16, 19, et 21 à 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2023, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les emplois subventionnés suivants :

Académie de Musique et des Arts de la Parole :

- 10 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité piano ;
- 6 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité violoncelle ;
- 7 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation musicale ;
- 2 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur d'ensemble instrumental ;
- 2 périodes hebdomadaire pour l'emploi de professeur de pratique des rythmes musicaux du monde ;
- 2 périodes hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'écriture musicale-analyse ;
- 11 périodes de surveillant-éducateur ;

Académie de Dessin et des Arts visuels :

- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation pluridisciplinaire ;
- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de peinture ;
- 4 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de cinéma d'animation ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de vidéographie ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'histoire de l'art ;
- 7 périodes de surveillant-éducateur.

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2023 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2023, conformément aux modalités fixées par les Protocoles d'accord n° 2 et 3 adoptés le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

5 Enseignement francophone - Enseignement de promotion sociale - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2023.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 82, 111 *bis*, 136, 137 et 139 du Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 2 et 14 du Décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 12, 15, 17, et 19 à 20 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée,

introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} : de déclarer vacants au 15 avril 2023, dans l'enseignement de promotion sociale, les emplois subventionnés suivants :

SECONDAIRE INFERIEUR

240 périodes d'anglais (UF1 et UF2)

240 périodes de français (UFDA et UFDB)

SECONDAIRE SUPERIEUR

En « Auxiliaire de l'enfance » :

120 périodes de Découverte du métier ;

20 périodes de Stage d'observation ;

240 périodes d'Accueil des enfants dans une structure collective : bases méthodologiques ;

80 périodes de déontologie professionnelle ;

400 périodes d'Approfondissement théorique ;

200 périodes d'Accueil des enfants à domicile et en collectivité : approfondissement méthodologique ;

200 périodes d'Accueil des enfants durant leur temps libre : approfondissement méthodologique ;

40 périodes de stage d'insertion ;

40 périodes de stage d'intégration ;

20 périodes de stage en centre de vacances ;

40 périodes d'épreuve intégrée ;

SUPERIEUR COURT ECONOMIQUE

240 périodes d'Anglais (UE4, UE5 et UE6)

160 périodes de Néerlandais (UE2 et UE3)
160 périodes d'Espagnol (UE2 et UE3)
20 périodes de stage d'insertion professionnelle
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en agence
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en tourisme réceptif
20 périodes d'épreuve intégrée
100 périodes de Techniques de gestion de l'information – niveau 1
90 périodes de Techniques de base de la communication digitale

Secrétariat

36 heures hebdomadaires de secrétaire-économe

Article 2 : de ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2023 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2023.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Franstalig onderwijs - Onderwijs voor sociale promotie - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2023.

6 Classes moyennes - Approbation de la convention relative à l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV, situé à la chaussée de Gand, 393.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et plus particulièrement ses articles 43/4,

§1, alinéa 4 et 43/5 ;

Considérant que la loi sur les jeux de hasard prévoit que les agences de paris doivent être en possession d'une licence de classe F2 pour l'engagement de paris pour le compte d'un organisateur autorisé ;

Considérant que la PALA IMPORT EXPORT SCRL exploite un établissement de jeux de hasard fixe (une agence de paris) de classe IV, et ce sous l'enseigne BETCENTER ;

Considérant que le point de vente concerné en l'espèce se situe à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, chaussée de Gand 393, et avait obtenu une licence de classe F2 en date du 16/09/2020, numérotée F2-119750, d'une validité de trois ans ;

Considérant que cette licence expirera le 16/09/2023 ;

Considérant qu'afin d'être en mesure de renouveler cette licence auprès de la Commission des jeux de hasard, la PALA IMPORT EXPORT SCRL doit disposer, notamment, d'une convention signée entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la société, conformément à l'article 43/5 de la loi du 7 mai 1999 ;

Considérant que la signature d'une telle convention est une nouvelle obligation depuis le 25 mai 2021 pour les établissements de cette catégorie ;

Considérant que ladite convention doit notamment indiquer le lieu où l'établissement de jeux de hasard concerné est situé ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement en question et qui exerce le contrôle de la commune.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention, ci-annexée, relative à l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard

fixe de classe IV, situé à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, chaussée de Gand 393, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la PALA IMPORT EXPORT SCRL.

Middenstand - Goedkeuring van de overeenkomst inzake de exploitatie van een kansspelinrichting van klasse IV, gelegen aan de Gentsestenweg, 393.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 7 mei 1999 betreffende kansspelen, weddenschappen, kansspelinrichtingen en de bescherming van spelers, en meer bepaald op de artikelen 43/4, §1, lid 4, en 43/5 daarvan ;
Overwegende dat de wet op de kansspelen bepaalt dat wedkantoren over een vergunning van klasse F2 moeten beschikken om weddenschappen te plaatsen voor rekening van een erkende organisator ;
Overwegende dat PALA IMPORT EXPORT CVBA. onder de naam BETCENTER een vaste gokinstelling (een wedkantoor) van klasse IV exploiteert ;
Overwegende dat het betrokken verkooppunt in deze zaak gevestigd is te Sint-Jans-Molenbeek 1080, Gentsesteenweg 393, en op 16/09/2020 een vergunning van klasse F2, genummerd F2-119750, met een geldigheidsduur van drie jaar had verkregen ;
Overwegende dat deze vergunning reeds is verlopen op 16/09/2023 ;
Overwegende dat de PALA IMPORT EXPORT CVBA, om deze vergunning bij de Kansspelcommissie te kunnen vernieuwen, onder meer moet beschikken over een overeenkomst ondertekend tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vennootschap, overeenkomstig artikel 43/5 van de wet van 7 mei 1999 ;
Overwegende dat de ondertekening van een dergelijke overeenkomst een nieuwe verplichting is sinds 25 mei 2021 voor inrichtingen van deze categorie ;
Overwegende dat die overeenkomst met name de plaats moet vermelden waar de betrokken kansspelinrichting zich bevindt, alsook de voorwaarden, de dagen en de uren van opening en sluiting van de betrokken inrichting en wie de controle van de gemeente uitoefent.

BESLUIT :

Enig artikel :

Om goed te keuren van de bijgevoegde overeenkomst betreffende de exploitatie van een vaste kansspelinrichting klasse IV, gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Gentsesteenweg 393, tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en PALA IMPORT EXPORT CVBA.

*1 annexe / 1 bijlage
convention Gand 393.pdf*

7 Département Infrastructure et Développement Urbain - Approbation de la convention relative à la gestion des hydrants par VIVAQUA sur le territoire communal.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un courrier de VIVAQUA relatif à la gestion des hydrants sur le territoire communal a été adressé à l'Administration Communale en date du 17 Juillet 2020 ;
Considérant qu'un courrier de rappel avait été adressé en date du 3 Mars 2021 au cabinet de la Bourgmestre ;
Considérant que jusqu'au 31 décembre 2021 les prestations sur les hydrants étaient assurées par VIVAQUA à ses frais et étaient couvertes par le prix de l'eau et donc des abonnés Bruxellois ;
Considérant que depuis le 5 octobre 2018, la loi met à charge des Communes les obligations suivantes :

- disposer de ressources suffisantes en eau d'extinction, conformément aux normes fixées par le Roi en vue de l'extinction d'incendies par les services opérationnels de la sécurité civile et l'organisation d'exercices pour ces services ;

- assurer le contrôle et l'entretien des ressources en eau d'extinction. Elles veillent à ce que les hydrants et les vannes établis sur les réseaux de distribution d'eau soient en nombre suffisant et soient facilement accessibles et utilisables en tout temps.

Considérant que les prestations sur hydrants sont à prendre en charge par les Communes depuis le 1er janvier 2022 ;

Considérant que le conseil d'administration de VIVAQUA marque son accord pour faire supporter les coûts à la commune de Molenbeek Saint-Jean ;

Considérant que le montant estimé pour ces services s'élève à 45.500 EUR TVAC par an ;

Considérant que ce montant a été prévu à l'article 4210/124-06 de la première modification du budget ordinaire 2023 ;

Prend connaissance de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et VIVAQUA qui a pour objet de fixer les modalités contractuelles concernant la gestion des hydrants sur le territoire communal ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver, sous réserve de l'approbation de la première modification budgétaire 2023 par l'autorité de tutelle, la convention entre la Commune et VIVAQUA relative aux modalités contractuelles concernant la gestion des hydrants sur le territoire communal;

Departement Infrastructuur en stedelijke ontwikkeling - Goedkeuring van de overeenkomst inzake het beheer van brandkranen door VIVAQUA op het gemeentelijk grondgebied.

DE RAAD,

Overwegende dat een brief van VIVAQUA betreffende het beheer van de brandkranen op het gemeentelijk grondgebied op 17 juli 2020 aan het gemeentebestuur is toegezonden;

Overwegende dat er op 3 maart 2021 een herinneringsbrief naar het kantoor van de burgemeester was gestuurd;

Overwegende dat tot 31 december 2021 de prestaties op de brandkranen door VIVAQUA op eigen kosten werden geleverd en werden gedekt door de waterprijs en dus door de Brusselse abonnees;

Overwegende dat de wet sinds 5 oktober 2018 de volgende verplichtingen oplegt aan de gemeenten;

- over voldoende bluswater te beschikken, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde normen voor het blussen van branden door de operationele diensten van de civiele veiligheid en de organisatie van oefeningen voor deze diensten;

- te zorgen voor de controle en het onderhoud van de bluswatervoorraden. Zij zorgen ervoor dat er voldoende brandkranen en kleppen in de waterdistributienetten zijn en dat deze te allen tijde gemakkelijk toegankelijk en bruikbaar zijn;

Overwegende dat de prestaties met betrekking tot brandkranen met ingang sinds 1 januari 2022 door de gemeenten moeten worden overgenomen;

Overwegende dat de raad van bestuur van VIVAQUA ermee instemt de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te laten opdraaien voor de kosten;

Aangezien het geraamde bedrag voor deze diensten 45.500,00 € inclusief btw per jaar bedraagt;

Overwegend dat dit bedrag was voorzien in artikel 4210/124-06 van de eerste begrotingswijziging van de gewone begroting 2023 ;

Neemt nota van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en VIVAQUA, die tot doel heeft de contractuele bepalingen en voorwaarden betreffende het beheer van de brandkranen op het gemeentelijk grondgebied vast te stellen;

BESLUIT :

Enig artikel::

Onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste begrotingswijziging 2023 door de toezichhoudende

autoriteit, de overeenkomst tussen de gemeente en VIVAQUA over de contractuele regelingen voor het beheer van brandkranen in de gemeente goedkeuren;

8 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" - Prolongation des conventions de l'occupation temporaire rue de Lessines 37-39 (rez-de-chaussée).**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 24/10/2018 approuvant le programme complet du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest";

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2019 du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2021 de la première modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05 mai 2021 de la deuxième modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Considérant que le programme du Contrat de Quartier Durable comprend l'opération suivante:

- 1.3 "Crèche et Accueil Lessines", prévue dans le bâtiment sis rue de Lessines 37-39;

Vu la décision du collège du 19/05/2022 d'approuver une occupation temporaire par Brussels Boxing Academy et 100% voisins pour le bien situé rue de Lessines 37-39 (rez-de-chaussée);

Vu la décision du Conseil communal du 29/06/2022 approuvant les conventions d'occupations avec les deux associations précitées;

Considérant que les conventions initiales se terminent le 30/06/2023;

Considérant que les projets ont un impact positif pour le quartier;

Considérant que le planning du chantier permet de prolonger l'occupation pour une période d'un an supplémentaire;

Vu les projets de prolongation de conventions en annexe;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les prolongations de conventions d'occupation temporaire avec les associations suivantes :

- Le Brussels Boxing Academy et 100% voisins pour le bien situé rue de Lessines 37-39 (rez-de-chaussée).

Departement Infrastructuur en stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" - Verlenging van de overeenkomsten van de tijdelijke bezetting van het pand Lessenstraat 37-39 (gelijkvloers).

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 24/10/2018 tot goedkeuring van het volledige programma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2019 van het programma van het DWC "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 15 februari 2021 van de eerste wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 5 mei 2021 van de tweede wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";

Overwegende dat het programma van het Duurzaam Wijkcontract de volgende operatie omvat:

- 1.3 "Kinderdagverblijf en onthaal Lessines" gepland in het pand aan de Lessenstraat 37-39;

Gezien het besluit van het college van 19/05/2022 om de tijdelijke bezetting door Brussels Boxing Academy en 100% voisins voor het pand, gelegen aan de Lessensstraat 37-39 (gelijkvloers), goed te keuren;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 29/06/2022 tot goedkeuring van de bezettingsovereenkomsten met de twee voornoemde verenigingen;

Overwegende dat de oorspronkelijke overeenkomsten aflopen op 30/06/2023;

Overwegende dat de projecten een positieve impact hebben op de buurt;

Overwegende dat de planning van de werf de verlenging van de bezetting met een jaar toelaat;

Gezien de bijgevoegde ontwerpen voor de verlenging van de overeenkomsten;

BESLUIT :

Enig artikel:

De tijdelijke bezettingsovereenkomsten met de volgende verenigingen goed te keuren :

- Brussels Boxing Academy en 100% voisins voor het pand gelegen aan de Lessenstraat 37-39 (gelijkvloers).

2 annexes / 2 bijlagen

convention occupation temporaire lessines 37-39 prolongation 100 voisins.docx, NL-convention occupation temporaire lessines 37-39 final BBA.docx

9 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 3 « Gare de l'Ouest » - Opération B.6 Place Beekkant - Marché conjoint entre la Commune et la STIB - Convention de collaboration.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 3 « Gare de l'Ouest » ;

Vu la convention du 27 décembre 2017 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune, relative aux modalités de collaboration et aux conditions de subventionnement pour la réalisation des opérations et actions prévues aux points 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance de Revitalisation Urbaine (ORU) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 mai 2021 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la deuxième modification du programme du CRU 3 ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 octobre 2021 d'approuver l'avenant n°1 à la convention du 27 décembre 2017 relative au subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'ORU, c'est-à-dire l'octroi d'une subvention complémentaire de 2.330.719,52 euros à la Commune pour l'opération B.6 Place Beekkant du programme du CRU 3 ;

Considérant que l'opération B.6 Place Beekkant consiste en un réaménagement de l'espace public autour de la station de métro Beekkant, du parc entre le boulevard Edmond Machtens, la rue Vieujant et la rue Dubois-Thorn ainsi que le futur avant-parc au nord du hub Beekkant ;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2022 décidant e.a. :

- D'approuver l'avant-projet tel que réalisé par l'auteur de projet VVV-Grue pour l'opération B.6 Place Beekkant ;
- D'autoriser le bureau d'étude à poursuivre la mission et à introduire une demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que, pour la bonne gestion de l'opération B.6 Place Beekkant, il est recommandé de conclure un marché conjoint avec la STIB, désignant la Commune comme seul pouvoir adjudicateur pour le marché de travaux ;

Vu la convention de collaboration relative au marché conjoint entre la Commune et la STIB pour l'opération B.6 Place Beekkant reprise en annexe ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration relative au marché conjoint entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la STIB pour l'opération B.6 Place Beekkant (voir annexe).

Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 « Weststation » - Operatie B.6 Beekkantplein - Gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente en de MIVB - Samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 3 « Weststation » ;

Gezien de overeenkomst van 27 december 2017 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeente betreffende de samenwerkingsmodaliteiten en de subsidiëringsvoorwaarden voor de uitvoering van de operaties en acties, zoals bedoeld in artikel 37, punten 1° tot 4° en 6° van de Ordonnantie houdende Organisatie van de Stedelijke Herwaardering (OOSH) ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 mei 2021 tot toekenning van de aanvullende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen die aan de begunstigden zijn toegekend voor de uitvoering van de acties en operaties ten gevolge van de tweede wijziging van het programma van het SVC 3 ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 27 oktober 2021 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 27 december 2017 betreffende de subsidies voor de operaties en acties bedoeld in 1° tot en met 4° en 6° van artikel 37 van de OOSH, namelijk dat een aanvullende subsidie van 2.330.719,52 euro werd toegekend aan de Gemeente voor de operatie B.6 Beekkantplein van het programma van het SVC 3 ;

Overwegende dat de operatie B.6 Beekkantplein bestaat uit de herinrichting van de openbare ruimte rond het metrostation Beekkant, het park tussen de Edmond Machtenslaan, de Vieujantstraat en de Dubois-Thornstraat, alsmede het toekomstige voorpark ten noorden van de hub Beekkant ;

Gezien de beraadslaging van het College van 22 december 2022 waarbij o.a. is besloten :

- In te stemmen met het door het studiebureau VVV-Grue gerealiseerde voorontwerp voor de operatie B.6 Beekkantplein ;
- Tot de goedkeuring van de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ;

Overwegende dat voor het goede beheer van de operatie B.6 Beekkantplein wordt aanbevolen een gezamenlijke opdracht te sluiten met de MIVB, waarbij de Gemeente als enige aanbestedende overheid voor de overheidsopdracht voor werken wordt aangewezen ;

Gezien de samenwerkingsovereenkomst betreffende de gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente en de MIVB voor de operatie B.6 Beekkantplein in bijlage ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De samenwerkingsovereenkomst betreffende de gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de MIVB voor de operatie B.6 Beekkantplein goed te keuren (zie bijlage).

10 Département infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, des trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché ainsi que de l'avis de marché - CDC 23.006.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant que, périodiquement, il est nécessaire de remettre en état le revêtement des voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que, périodiquement, il est nécessaire de procéder à des travaux de plantation d'arbre sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de lancer un marché public de travaux pour l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce marché est divisé en deux lots ;

Considérant que pour le lot 1 de ce marché qui concerne l'entretien et la réfection des voiries, trottoirs et espaces publics, il y a lieu d'organiser la réfection complète des trottoirs, de leur fondation ainsi que de la sous-couche ; que le remplacement de toutes les bordures et des filets d'eau devra être mis en œuvre, et, selon les besoins, un remplacement des avaloires, des raccordements ainsi que le placement de mobilier urbain est également à prévoir ;

Considérant que pour l'asphaltage, il y a lieu de remplacer la fondation et la sous-fondation ainsi que la couche de roulement ; qu'après des essais, il faudra voir s'il faut remplacer la sous-fondation et la fondation ou seulement la couche de roulement ;

Considérant que pour le lot 2 de ce marché qui concerne la plantation d'arbre(s), il y a lieu de réaliser les travaux nécessaires pour la pose d'arbre(s) ;

Considérant qu'en 2024 il est prévu de réaménager les rues, carrefours ou espaces publics suivants :

- Rues Mommaerts / du jardinier
- Rue Jennart / boulevard Léopold II
- Avenues Carl Requette et Joseph Lemaire
- Rues des Béguines / Henri Nogent
- Rue Charles Malis
- Rues de la Laiterie / de Dilbeek
- Rue de la Semence
- Avenue de Roovere / Joseph Baeck - Abords du projet CQD Pythagoras

Considérant qu'il y a également lieu de prévoir des quantités supplémentaires dans le métré afin de pouvoir intervenir sur des rues, carrefours ou espaces publics indéterminés : interventions en cas d'urgence, accidents, effondrements,...

Considérant que la dépense pour le lot 1 est estimée à 2.534.691,48 EUR HTVA, soit 3.410.817,62 EUR TVA et marge de 11,21% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée de la manière suivante :

Dénomination	Dépense			Estimation TVA et marge comprises	Subside du Plan Triennal d'investissement 2022-2024 DC : 2826/2022	Subside d pour l'am sécuriti g
	Estimation HTVA	Marge HTVA	% Marge			
•Rues Mommaerts / du Jardinier •Rue Jennart / boulevard Léopold II •Avenues Carl Requette et Joseph Lemaire •Rues des Béguines / Henri Nogent •Rue Charles Malis •Rues de la Laiterie / de Dilbeek •Rue de la Semence	1.534.845,78 €	184.181,49 €	12,00%	2.080.023,00 €		2.08
Avenue de Roovere / Joseph Baeck - Abords du projet CQD Pythagoras	315.552,22 €	31.555,22 €	10,00%	420.000,00 €	190.783,49 €	
Rue(s) Indéterminée(s) : Interventions en cas d'urgence, accidents, effondrements,...	684.293,48 €	68.429,35 €	10,00%	910.794,62 €		
Total	2.534.691,48 €	284.166,06 €	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €	2.08

Considérant que la dépense globale pour le lot 1 est estimée à 10.138.765,92 EUR HTVA, soit 13.643.270,48 EUR TVA de 21% et marge de 11,21% comprises pour une durée de 4 ans ;

Considérant que la dépense pour le lot 2 est estimée à 15.025,45 EUR HTVA, soit 19.998,88 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée par emprunts ;

Considérant que la dépense globale pour le lot 2 est estimée à 60.101,82 EUR HTVA, soit 79.995,52 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 4 ans ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, sous réserve d'approbation de la première modification du budget communal de l'exercice 2023 par l'autorité de Tutelle ;

Considérant que les crédits nécessaires pour les 3 années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir un avis de marché et un cahier des charges ainsi que ses annexes pour le marché public de travaux pour l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le marché sera lancé via une procédure ouverte soumise à la publicité belge et européenne, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes ainsi que de l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver et de faire sien les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché public de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics (lot 1) ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (lot 2) ;

Article 2 :

- D'approuver la dépense pour le lot 1 estimée à 2.534.691,48 EUR HTVA, soit 3.410.817,62 EUR TVA et marge de 11,21% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée de la manière suivante :

•

Dénomination	Dépense			Estimation TVA et marge comprises	Subside du Plan Triennal d'investissement 2022-2024 DC : 2826/2022
	Estimation HTVA	Marge HTVA	% Marge		
•Rues Mommaerts / du Jardinier •Rue Jennart / boulevard Léopold II •Avenues Carl Requette et Joseph Lemaire •Rues des Béguines / Henri Nogent •Rue Charles Malis •Rues de la Laiterie / de Dilbeek •Rue de la Semence	1.534.845,78 €	184.181,49 €	12,00%	2.080.023,00 €	
Avenue de Roovere / Joseph Baeck - Abords du projet CQD Pythagoras	315.552,22 €	31.555,22 €	10,00%	420.000,00 €	190.783,49 €
Rue(s) Indéterminée(s) : Interventions en cas d'urgence, accidents, effondrements,...	684.293,48 €	68.429,35 €	10,00%	910.794,62 €	
Total	2.534.691,48 €	284.166,06 €	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €

- D'approuver la dépense pour le lot 2 estimée à 15.025,45 EUR HTVA, soit 19.998,88 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée par emprunts, dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, sous réserve d'approbation de la première modification du budget communal de l'exercice 2023 par l'autorité de Tutelle ;

Article 3 :

- D'approuver la dépense globale pour le lot 1 estimée à 10.138.765,92 EUR HTVA, soit 13.643.270,48 EUR TVA de 21% et marge de 11,21% comprises pour une durée de 4 ans dont les crédits nécessaires pour les 3 années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire ;

- D'approuver la dépense globale pour le lot 2 estimée à 60.101,82 EUR HTVA, soit 79.995,52 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 4 ans dont les crédits nécessaires pour les 3 années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire ;

Article 4 :

De lancer le marché public de travaux pour l'entretien, la réparation du revêtement hydrocarboné des voiries, des trottoirs et espaces publics (lot 1) ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (lot 2) via la procédure ouverte conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, soumise à la publicité belge et européenne ;

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B33, B40 ainsi qu'à l'autorité de tutelle.

Departement Infrastructuur en stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, stoepen en openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht evenals van de aankondiging van de opdracht - Bestek 23.006.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 en zijn latere wijzigingen ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op

het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Overwegende dat het regelmatig nodig is om de bekleding van de wegen en openbare ruimtes van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te herstellen ;

Overwegende dat het regelmatig nodig is om boomaanplantwerkzaamheden op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jan-Molenbeek uit te voeren ;

Overwegende dat het noodzakelijk is een opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek te lanceren ;

Overwegende dat de opdracht verdeeld is in twee percelen ;

Overwegende dat voor perceel 1 van de opdracht, dat betrekking heeft op het onderhoud en de herstelling van de wegen, de voetpaden en openbare ruimtes, de volledige herstelling van de voetpaden, van hun fundering alsook van de onderlaag moet georganiseerd worden ; dat de vervanging van al de kantstenen en watergoten op identieke wijze moet gebeuren, en, volgens de noden, een vervanging van de rioolkolken, van de aansluitingen evenals de plaatsing van straatmeubilair ook moet worden voorzien ;

Overwegende dat het voor het asfalteren noodzakelijk is om de fundering en de onderlaag evenals de deklaag te vervangen; dat na tests zal moeten worden nagegaan of de onderfundering en de fundering moeten worden vervangen of alleen de deklaag moet worden vervangen ;

Overwegende dat voor perceel 2 van de opdracht, dat betrekking heeft op de aanplanting van bomen, de nodige werkzaamheden moeten worden uitgevoerd voor de plaatsing van de bomen ;

Overwegende dat de straten, kruispunten of openbare ruimtes die in 2024 veilig moeten worden gemaakt de volgende zijn :

- Mommaerts- / Hovenierstraat
- Jennartstraat / Léopold II laan
- Carl Requette- en Joseph Lemairelaan
- Begijnen- / Henri Nogentstraat
- Charles Malisstraat
- Melkerij- / Dilbeekstraat
- Zaadstraat
- De Roovere- / Joseph Baecklaan - Naaste omgeving van het DWC project Pythagoras

Overwegende dat er eveneens bijkomende hoeveelheden moeten voorzien worden in de meetstaat teneinde te kunnen handelen in onbepaalde straten, op onbepaalde kruispunten of openbare ruimtes in geval van hoogdringendheid, ongevallen, verzakkingen, ...

Overwegende dat de uitgave voor perceel 1 op 2.534.691,48 EUR BTW excl., hetzij 3.410.817,62 EUR BTW en marge van 11,21 % incl. wordt geraamd voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en dat de financiering als volgt is:

Benaming	Uitgave				Driejaarlijks Investeringsplan 2022-2024 VR : 2826/2022	Regio verbe verkeer t
	Schatting excl. BTW	Marge excl. BTW	% Marge	Schatting BTW en marge incl.		
- Mommaerts- / Hovenierstraat - Jennartstraat / Léopold II laan - Carl Requette- en Joseph Lemairelaan - Begijnen- / Henri Nogenstraat - Charles Mallsstraat - Melkenj- / Dilbeekstraat - Zaadstraat	1.534.845,78 €	184.181,49€	12,00%	2.080.023,00 €		2.0
De Roovere- / Joseph Baecklaan - Naaste omgeving van het DWC project Pythagoras	315.552,22€	31.555,22 €	10,00%	420.000,00€	190.783,49 €	
Onbepaalde straten in geval van hoogdringendheid, ongevallen, verzakkingen, ...	684.293,48€	68.429,35 €	10,00%	910.794,62€		
Totaal	2.534.691,47 €	284.166,06€	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €	2.0

Overwegende dat de globale uitgave voor perceel 1 op 10.138.765,92 EUR excl. BTW, hetzij 13.643.270,48 EUR BTW van 21% en marge van 11,21% incl. wordt geraamd voor een periode van 4 jaar ;

Overwegende dat de uitgave voor perceel 2 op 15.025,45 EUR excl. BTW, hetzij 19.998,88 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. wordt geraamd voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en gefinancierd wordt door leningsgelden;

Overwegende dat de globale uitgave voor perceel 2 op 60.101,82 EUR excl. BTW, hetzij 79.995,52 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. wordt geraamd voor een periode van 4 jaar;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2023 door de Toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de volgende 3 jaar bij elke begroting zullen worden voorzien ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een aankondiging van de opdracht en een bestek op te stellen alsook de bijlagen voor de opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en de openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de opdracht zal gelanceerd worden via een openbare procedure onderworpen aan de Belgische en de Europese bekendmaking, overeenkomstig artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11,1° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek, de bijlagen en de aankondiging van de opdracht voor de overheidsopdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en de openbare ruimtes (perceel 1) alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek (perceel 2) opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren en zich eigen te maken ;

Artikel 2 :

- De uitgave voor perceel 1 op 2.534.691,48 EUR BTW, hetzij 3.410.817,62 EUR BTW en marge van 11,21% incl. te ramen voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en als volgt te financieren :

Benaming	Uitgave				Driejaarlijks Investeringsplan 2022-2024 VR : 2826/2022	Regio verkeer
	Schatting excl. BTW	Marge excl. BTW	% Marge	Schatting BTW en marge incl.		
- Mommaerts- / Hovenierstraat - Jennartstraat / Léopold II laan - Carl Requette- en Joseph Lemairelaan - Begijnen- / Henri Nogentstraat - Charles Mallsstraat - Melkenj- / Dilbeekstraat - Zaadstraat	1.534.845,78 €	184.181,49€	12,00%	2.080.023,00 €		2.0
De Roovere- / Joseph Baecklaan - Naaste omgeving van het DWC project Pythagoras	315.552,22€	31.555,22 €	10,00%	420.000,00€	190.783,49 €	
Onbepaalde straten in geval van hoogdringendheid, ongevallen, verzakkingen, ...	684.293,48€	68.429,35 €	10,00%	910.794,62€		
Totaal	2.534.691,47 €	284.166,06€	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €	2.0

- De uitgave voor perceel 2 op 15.025,45 EUR excl. BTW, hetzij 19.998,88 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. te ramen voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en te financieren door leningsgelden,

waarvan de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2023 door de Toezichthoudende overheid;

Artikel 3:

- De globale uitgave voor perceel 1 op 10.138.765,92 EUR BTW excl, hetzij 13.643.270,48 EUR BTW van 21% en marge van 11,21% incl. te ramen voor een periode van 4 jaar waarvan de nodige kredieten voor de volgende 3 jaar in elke begroting zullen worden voorzien;

- De globale uitgave voor perceel 2 op 60.101,82 EUR excl. BTW, hetzij 79.995,52 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. te ramen voor een periode van 4 jaar waarvan de nodige kredieten voor de volgende 3 jaar in elke begroting zullen worden voorzien;

Artikel 4 :

De opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en openbare ruimtes (perceel 1) alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek (perceel 2) te plaatsen via openbare procedure overeenkomstig artikel 36, §1er van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11, 1° van het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017, onderworpen aan de Belgische en de Europese bekendmaking.

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan de volgende dienst(en): B4, B6, B33, B40 alsook aan de voogdij.

46 annexes / 46 bijlagen

2M22-103-4-MOLENBEEK-DIDU 2022-Demandes de subventions-11-Rue de la Semence-02-2023.pdf, CDC23.006_tech- Lot 1.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-11 Semence Ecole-P1A.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 4-5 Avenue Carl Requette et Joseph Lemaire-P1B.pdf, 2M22-103-4-7-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 7-8 Rue de Dilbeek et de la Laiterie-P1A.pdf, Avis de marché_fr.pdf, CDC23.006_admin FR-dernière version.pdf, CDC23.3.pdf, CDC23.5.pdf, 2M22-103-4-2- MOLENBEEK - Fiche securisation - Carrefour Jennard-Bd Leopold2-P2.pdf, CDC23.pdf.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-DIDU 2022-Demandes de subventions-7-8-Rue de la Laiterie et Rue de Dilbeek-02-2023.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 4-5 Avenue Carl Requette et Joseph Lemaire-P3.pdf, PU-38181 - plans - Situation projeté PU06.pdf, ANNEXE F_DUME_fr.pdf, CDC23.4.pdf, 2M22-103-4-1-MOLENBEEK - Fiche securisation - Carrefour Mommaerts-Jardinnier - AP-P2.pdf, 2M22-103-4-7-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 7-8 Rue de Dilbeek et de la Laiterie-P3A.pdf, Liste+projets+2023+sur+Marché+Stock.pdf.pdf, 2M22-103-4-2- MOLENBEEK - Fiche securisation - Carrefour Jennard-Bd Leopold2-P1.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-6 Rue

Charles Malis-AP-P2B.pdf, CDC23.006+Lot2+-+métré+Récapitulatif.pdf, 2M22-103-4-7-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 7-8 Rue de Dilbeek et de la Laiterie-P2A.pdf, CDC23.6.pdf, Avis de marché_FR.pdf, BESTEK23.006_admin NL.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-15 Béguines-Nogent-P1B.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-11 Semence Ecole-P2A.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-6 Rue Charles Malis-P1B.pdf, PU-38181 - plans - Situation projeté PU05.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Demandes de subventions-Rue des Béguines et Rue Henri Nogent-2023-02.pdf, 2M22-103-4-1- MOLENBEEK - Fiche securisation - Carrefour Mommaerts-Jardinnier - AP-P1.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation- 4-5 Avenue Carl Requette et Joseph Lemaire-P2B.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-15 Béguines-Nogent-P2A.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-DIDU 2022-Demandes de subventions-4-5-Avenue Carl Requette et Avenue Joseph Lemaire-02-2023.pdf, CDC23.006_tech- Lot 2.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-DIDU 2022-Demandes de subventions-6-Rue Charles Malis-02-2023.pdf, BIJLAGE F_ESPD_nl.pdf, Aankondiging van een opdracht_nl.pdf, 2M22-103-4-MOLENBEEK-Fiches de sécurisation-6 Rue Charles Malis-P3B.pdf, CDC233.2.pdf, Avis de marché_NL.pdf

11 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale - Travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 30/01/2023 pour l'obtention d'un subside de la part de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière ;

Considérant qu'en date du 21/04/2023 la Région de Bruxelles-Capitale a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 2.080.023,00 EUR afin d'organiser et d'exécuter de petits travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales de 2023 à 2025 ;

Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Infrastructuurwerken om de verkeersveiligheid te verhogen - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 30/01/2023 voor het verkrijgen van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van infrastructuurwerken te verwezenlijken om de verkeersveiligheid te verhogen;

Overwegende dat op 21/04/2023 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 2.080.023,00 EUR heeft toegekend voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de

gemeentewegen van 2023 tot 2025;

Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP23.873_MSJ_convFR.pdf, SUP23.873_MSJ_convNL.pdf

12 **Propriétés communales - Nouvelle Loi communale articles 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins.**

LE CONSEIL :

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236, al 2 stipulant que "si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10%, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Est informé de la décision du Collège suivante :

Séance du 25.05.2023 : Propriétés communales – Marché de travaux - Isolation de la toiture de l'école communale 13 sise rue de Konink 63-65 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean- avenant n°2 et adaptation de dépense - procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 22.445,58 EUR HTVA, soit 23.792,31 EUR TVAC (tva 6%) - article 7220/724/60 budget extraordinaire 2023 et de la couvrir par emprunt.

DECIDE : D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Dienst Gemeentelijke Eigendommen - Artikel 236, alinea 2 Nieuwe Gemeentewet – Overheidsopdrachten – Kennisgeving van de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 236 al 2 waarin bepaald wordt dat indien de wijziging een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengt, het college zijn beslissing ter kennisgeving meedeelt aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluit van het College:

Zitting van 25.05.2023: Gemeentelijke Eigendommen - Opdracht voor werken met betrekking –

isolatie van het dak van de gemeentelijke school 13 gelegen aan de Koningsstraat 63-65 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek - wijziging nr. 2 en aanpassing van de uitgaven - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - bedrag van de uitgaven van 22.445,58 euro exclusief btw, d.w.z. 23.792,31 euro inclusief btw (6% btw) - artikel 7220/724/60 buitengewone begroting 2023 en te dekken door leningen

BESLIST: De wijze van financiering van bovengenoemde uitgaven goed te keuren.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

13 **Propriétés communales – rue du Comte de Flandre, 47 - Location du rez-de-chaussée droit – Bail commercial**

LE CONSEIL ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 avril 2023 décidant e.a.:

Article 1

De marquer son accord de principe sur la conclusion d'un bail commercial entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et Madame Meryem Khatiri (projet commercial ArtisaMiel);

Article 2

De charger le service des Propriétés communales d'établir un bail d'occupation commerciale à soumettre à l'approbation du prochain Conseil communal.

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure un nouveau bail commercial entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et Madame Meryem Khatiri (projet commercial ArtisaMiel) pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de ce bail commercial, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 1.300,00 EUR et ce à partir du 01 juillet 2023 ;

Considérant que le futur locataire entamera des travaux d'aménagements et que l'administration communale permet la gratuité de loyer durant le 1er mois d'occupation soit du 01 juillet 2023 au 31 juillet 2023;

Considérant qu'en vertu du bail commercial, le montant de la provision de charges (chauffage et frais commun) peut être fixé à la somme mensuelle de 100,00 EUR et que les compteurs d'électricité et eau seront repris au nom du futur locataire ;

Considérant que ce bail commercial a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08 juin 2023 ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de bail commercial pour l'occupation des locaux commerciaux situés à rue du Comte de Flandre, 47, au rez-de-chaussée droit à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 juillet 2023;

Article 2

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 1.300,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 100,00 EUR ;

Article 3

D'accorder la gratuité de loyer du 01 juillet 2023 au 31 juillet 2023 ;

Article 4

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 et 9220/161-048 du budget ordinaire 2023.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Gemeentelijke eigendommen –Graaf van Vlaanderenstraat 47 – Huur van het gelijkvloers recht - handelshuurovereenkomst

DE RAAD ;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en wethouders van 06 april 2023 waarbij o.a. is besloten

Artikel 1

In principe in te stemmen met de sluiting van een handelshuurcontract tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en mevrouw Meryem Khatiri (commercieel project ArtisaMiel);

Artikel 2

De dienst Vastgoed van de gemeente opdragen een handelshuurcontract op te stellen dat ter goedkeuring aan de volgende gemeenteraad zal worden voorgelegd;

Overwegende dat er een nieuw handelshuurcontract moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en mevrouw Meryem Khatiri (commercieel project ArtisaMiel) met een looptijd van 9 jaar;

Overwegende dat volgens dit handelshuurcontract het bedrag van de maandelijkse huur voor dit huurcontract kan worden vastgesteld op een bedrag van 1.300,00 EUR en dit met ingang van 01 juli 2023;

Overwegende dat de toekomstige huurder renovatiewerken zal uitvoeren en dat het gemeentebestuur gratis huur toestaat gedurende de 1ste maand van bewoning, d.i. van 01 juli 2023 tot 31 juli 2023;

Overwegende dat volgens de bepalingen van het handelshuurcontract het bedrag van de voorziening voor lasten (verwarming en gemeenschappelijke kosten) kan worden vastgesteld op het maandelijkse bedrag van 100,00 EUR en dat de elektriciteits- en watermeters zullen worden overgenomen op naam van de toekomstige huurder;

Overwegende dat dit handelscontract is voorgelegd aan de juridische dienst;

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op het voorstel van het college van Bourgmestre en Echevins van 08 juni 2023;

BESLUIT:

Artikel 1

Goedkeuring van het ontwerp van handelshuurcontract voor de bezetting van het handelspand gelegen in Graaf van Vlaanderenstraat 47 op het rechter gelijkvloers te 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar te rekenen vanaf 01 juli 2023;

Artikel 2

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 1.300,00 EUR en de maandelijkse provisie voor kosten op 100,00 EUR;

Artikel 3

Gratis huur toe te kennen van 01 juli 2023 tot 31 juli 2023;

Artikel 4

De ontvangsten op te nemen in de artikelen 9220/163-01 en 9220/161-048 van de gewone begroting voor 2023.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

*1 annexe / 1 bijlage
BAIL CDF 47 D.pdf*

14 **Cellule Habitat – Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d’Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres – Bilan 2022**

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d’Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle ;

Considérant que la Cellule Habitat est chargée au sein de l’Administration communale de la coordination du dispositif ;

Considérant qu’il est proposé au Conseil Communal de prendre acte du bilan 2022 dudit Protocole (comprenant le bilan du CPAS et FRAUDES en annexe), s’agissant d’un volet d’action important pour notre Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 09.06.2023;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte du bilan 2022 et de ses annexes du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d’Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

Habitat Cel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2022.

DE RAAD,

Gelet op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;

Overwegende dat de Habitat Cel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze regeling;

Overwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2017 van het genoemde Protocol (omvattende de balans van het OCMW en FRAUDES in bijlage), die een belangrijke luik van actie betreft voor onze Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.2023;

RESLIST :

nig artikel :

kte te nemen van de balans 2022 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

3 annexes / 3 bijlagen

Bilan du Protocole CPAS 2022.pdf, Bilan Protocole FRAUDES 2022.docx, PMSI Bilan annuel 2022.pdf

15 **Sport - Occupation des infrastructures sportives communales - Règlement d’octroi de créneaux horaires et ses annexes (annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) -**

Règlement d'ordre intérieur - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 06 mai 2021 décidant e.a. :

Article un :

D'approuver le planning relatif à la récupération des infrastructures sportives et s'établissant comme suit :

- Le Stade du Sippelberg sis en bordure de l'avenue M. Gandhi pour le 6 mai 2021
- La Salle du Sippelberg sise en bordure de l'Avenue Mahatma Gandhi pour le 6 mai 2021
- Le Stade Verbiest sis avenue J. Baeck pour le 6 mai 2021
- L'infrastructure sportive sise Rue Charles Malis 1 pour le 6 mai 2021
- Le terrain communal sis 59, Rue Charles Malis pour le 6 mai 2021
- La Salle de sport Beudin sise rue Docteur Charles Beudin, 14 A pour le 7 juin 2021
- Le Hall des Sports « Muhammad Ali » sis Quai de l'Industrie 31 pour le 7 juin 2021
- Le complexe sportif de l'avenue du Château pour le 5 juillet 2021
- Le complexe du bassin de natation « Louis Namèche » sis Rue Van Kalck, 93 pour le 5 juillet 2021

Article deux :

Conformément au planning approuvé à l'article 1^{er} de la présente délibération, de faire intégrer dès ce jour dans le giron communal et plus particulièrement au sein du service des sports :

- le Stade du Sippelberg
- la Salle du Sippelberg
- le Stade Verbiest
- L'infrastructure sportive sise Rue Charles Malis 1
- Le terrain communal sis Rue Charles Malis 59

et de reprendre la gestion exclusive desdits terrains en vue de leur occupation ;

Article trois :

D'intégrer le personnel de l'asbl Molenbeek Sport vers la commune pour le 7 juin 2021

Considérant qu'aucun règlement d'octroi de créneaux horaires pour les infrastructures sportives communales n'était d'application au sein de l'Asbl Molenbeek Sport ;

Considérant que de ce fait la gestion des créneaux horaires n'avait pas de cadre légal et laissait l'opportunité à des situations ambiguës pouvant mener à des procédures judiciaires ;

Considérant qu'au vu de sa reprise de la gestion de ses infrastructures sportives la commune se doit d'apporter un cadre légal en matière d'octroi de créneaux horaires ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver et de faire sien le règlement et ses annexes (annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) relatifs l'octroi de créneaux horaires et d'ordre intérieur pour ses infrastructures sportives communales;

Sport - Gebruik van gemeentelijke sportinfrastructuur - Regels voor toekenning van tijdslots en bijlagen (bijlage A: Identificatieblad en bijlage B: Tarieftabel) - Huishoudelijk reglement - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van 06 mei 2021 waarbij o.a. werd besloten :

Artikel één:

de planning voor het terug verkrijgen van de sportinfrastructuur goed te keuren, die als volgt is vastgesteld:

- Het Sippelbergstadion gelegen aan de rand van M. Gandhilaan voor 6 mei 2021
- De Sippelbergzaal aan de Mahatma Gandhilaan voor 6 mei 2021

- Het Verbieststadion aan de J. Baecklaan tegen 6 mei 2021
- De sportinfrastructuur aan de Charles Malisstraat 1 voor 6 mei 2021
- Het terrein van de gemeente aan de Charles Malisstraat 59 voor 6 mei 2021
- De Beudinsporthal in de Dokter Charles Beudinstraat 14 A voor 7 juni 2021
- De "Muhammad Ali" sporthal aan de Industriekaai 31 voor 7 juni 2021
- Het sportcomplex aan de Kasteellaan tegen 5 juli 2021
- Het zwembadcomplex "Louis Namèche" in de Van Kalckstraat 93 voor 5 juli 2021

Artikel Twee:

Overeenkomstig de in artikel 1 van deze beraadslaging goedgekeurde planning, vanaf heden in de schoot van de gemeente, en meer bepaald in de sportdienst, te doen opgaan

- het Sippelbergstadion
- de Sippelbergzaal
- het Verbieststadion
- De sportinfrastructuur in de Charles Malisstraat 1
- De terrein van de gemeente in de Charles Malisstraat 59

en het exclusieve beheer van de genoemde gronden over te nemen met het oog op de ingebruikneming ervan;

Artikel drie:

Het personeel van de vzw Molenbeek Sport te integreren in de gemeente tegen 7 juni 2021

Overwegende dat er binnen de Molenbeek Sport vzw geen reglement voor de toekenning van tijdslots voor de gemeentelijke sportinfrastructuur van kracht was;

Overwegende dat het beheer van de "tijdslots" daardoor geen juridisch kader had en aanleiding gaf tot chaotische situaties die tot gerechtelijke procedures konden leiden;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op de hervatting van het beheer van haar sportinfrastructuur moet zorgen voor een juridisch kader voor de toekenning van tijdslots;

BESLUIT :

Enig artikel:

Het reglement en bijlagen (bijlage A: Identificatieblad en bijlage B: Tarieftabel) betreffende de toekenning van tijdslots en het huishoudelijk reglement voor zijn gemeentelijke sportinfrastructuur goed te keuren en zich eigen te maken.

2 annexes / 2 bijlagen

ROI - Sportdienst.docx, ROI - Service des Sports.docx

16 Finances - Budget communal ordinaire 2022 - Modifications budgétaires de clôture (99) de l'exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;

Considérant que les insuffisances de crédits constatées à l'exercice 2022 ont fait l'objet de rectifications ;

Considérant que ces rectifications prennent valeur au 31.12.2022 et emportent, dès lors, leur intégration au compte budgétaire 2022 dès leur vote par le Conseil communal ;

Considération que ces rectifications ne peuvent viser que les dépenses ordinaires existantes et engagées régulièrement au cours de l'exercice concerné ;

Vu les tableaux des modifications budgétaires;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

De voter les modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Financiën - Gemeentelijke gewone begroting 2022 - Begrotingswijziging (99) betreffende de afsluiting van het dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;

Overwegende dat de kredietkorten vastgesteld in het dienstjaar 2022 het voorwerp uit maken van terechtzettingen;

Overwegende dat deze terechtzettingen ingaan op 31.12.2022 en derhalve dienen opgenomen te worden in de begrotingsrekening 2022 zodra ze door de Gemeenteraad worden aangenomen;

Overwegende dat deze terechtzettingen slechts betrekking kunnen hebben op gewone verplichte en regelmatig vastgelegde uitgaven tijdens het desbetreffend dienstjaar ;

Gezien de tabellen van de begrotingswijzigingen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel :

De begrotingswijziging voor de afsluiting van het dienstjaar 2022 te stemmen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

2 annexes / 2 bijlagen

MB 99 - Phenix - NL - 24.03.23.pdf, MB 99 - Phenix - 24.03.23.pdf

17 Recette communale – Comptes annuels de l'exercice 2022

LE CONSEIL,

Vu le titre VI de la nouvelle loi communale et en particulier les articles 96 et 240;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (RGCC);

Vu les arrêtés ministériels des 30 octobre 1990 et 23 septembre 1991 accompagnants le RGCC et du 10 janvier 1996 fixant les documents comptables;

Vu les circulaires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale notamment :

- du 10 septembre 1998 relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

- du 15 février 2023 relatives à la clôture des comptes 2022;

Considérant les tableaux de concordance des comptabilités budgétaire et générale qui confirment la cohérence des comptes;

Considérant que ces comptes annuels comprennent :

- le compte budgétaire: service ordinaire et service extraordinaire,

- le bilan et le compte de résultats,

- les annexes : balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter

(formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publicount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations, tableau de concordance ;
Considérant que tous les actes ont été correctement portés aux comptes;

DECIDE:

Article unique :

De certifier que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestres et Echevins ont été correctement portés aux comptes 2022, y compris le compte budgétaire (service ordinaire et service extraordinaire), le bilan et le compte de résultats et les annexes (balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publicount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations), tableau de concordance et de notifier l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 2022 à Madame le Receveur communal.

Gemeenteontvangerij – Jaarrekeningen van het dienstjaar 2022

DE RAAD,

Gelet op de titel VI van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikelen 96 en 240;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 met betrekking tot het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de ministeriële besluiten van 30 oktober 1990 en 23 september 1991 bij het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding en van 10 januari 1996 tot vaststelling van boekhoudkundige documenten;

Gelet op de omzendbrieven van het Ministerie het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, namelijk:

- van 10 september 1998 met betrekking tot de presentatie en de inhoud van de jaarrekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- van 15 februari 2023 betreffende de afsluiting van de jaarrekeningen van 2022;

Overwegende de concordantietabellen van de begrotings- en algemene boekhoudingen die de coherentie van de rekeningen bevestigen;

Overwegende dat deze jaarrekeningen het volgende omvatten:

- de begrotingsrekening: gewone dienst en buitengewone dienst,

- de balans en de resultatenrekening,

- de bijlagen: balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, overheidsopdrachten, publicount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen, tabel van de overeenkomsten;

Overwegende dat alle akten op correcte wijze in rekening werden gebracht;

BESLIST:

Enig artikel:

Te bevestigen dat alle akten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd is op correcte wijze in rekening 2022 werden gebracht, met inbegrip van de begrotingsrekening (gewone dienst en buitengewone dienst), de balans en de resultatenrekening en de bijlagen (balans van de

algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, overheidsopdrachten, publicount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen), tabel van de overeenkomsten en de definitieve afsluiting van de rekeningen van het dienstjaar 2022 aan Mevrouw de Gemeenteontvanger mee te delen.

20 annexes / 20 bijlagen

Compte budget O 2022 FR.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 2.pdf, Compte budget O 2022 NL.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 7.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 1.pdf, Compte budget EO 2022 NL.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 4.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 5.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 3.pdf, Financieel verslag van de Rekeningen 2022.pdf, Rapport financier des Comptes 2022.pdf, Compte budget EO 2022 FR.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 5.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 7.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 2.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 1.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 6.pdf, COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022 FR - partie 3.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 4.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2022 NL - partie 6.pdf

18 Recettes communales - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 31.03.2023.

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 31.03.2023 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 22/05/2023 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 20.621.284,88 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 27.000.000€ auprès de BRINFIN;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 31.03.2023 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangsten - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 31.03.2023.

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2023 tot 31.03.2023;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 22.05.2023 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 20.621.284,88 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat leninge op vaste termijn bevat van 27.000.000€ bij BRINFIN;
Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd werd bij deze controle, de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;
Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

BESLIST:

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 31.03.2023 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2023 au 31.03.2023 NL.pdf, SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2023 au 31.03.2023 FR.pdf

19 **Taxes - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2024, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2023;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2024.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Belastingen - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2024 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2023 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2024.

Artikel 2 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

20 **Taxes - Redevance sur les jeux de hasard.**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution et notamment ses articles 32, 170§4 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment ses articles 117 alinéa 1^{er}, 118 alinéa 1^{ER} et 137bis ;

Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 41, lequel prévoit que : « *Pour pouvoir obtenir une licence de classe C, le demandeur doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction si c'est une personne physique. Si le demandeur est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur doit produire un avis émanant du service public fédéral Finances et attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses dettes fiscales, certaines et non contestées* » ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 43/4 ;

Vu l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires ;

Vu l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard-classe III, aux modalités de demande et à la forme de la licence C et plus particulièrement son article 1^{er}, lequel dispose que la demande de licence de classe C est introduite au moyen du formulaire joint en annexe I dudit arrêté ;

Vu l'Arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, et plus particulièrement son article

1/1, lequel dispose que la demande d'une licence C est accompagnée du document-type «avis du bourgmestre sur les établissements de jeux de hasard de classe III» complété et signé par l'instance compétente;

Considérant que l'avis du bourgmestre sur les établissements de jeux de hasard de classe IV doit être rendu en vertu de l'article 2 §1er de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité, tel que modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires ;

Considérant qu'il ressort de l'article 1/1 de l'Arrêté royal du 11 octobre 2018 précité que la demande de licence C doit être accompagnée de l'Avis du Bourgmestre de la commune où l'établissement de jeux de hasard est exploité, disposant que toutes les conditions légales sont remplies au niveau de l'exploitation du débit de boissons concerné;

Considérant que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence C dont la période de validité est limitée à 5 ans ;

Considérant qu'il ressort de l'article 2, § 1er de l'Arrêté royal du 22 décembre 2010 que la demande de licence F2 doit être accompagnée du document-type «avis du bourgmestre sur les établissements de jeux de hasard de classe IV», complété et signé par l'instance compétente;

Considérant que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence F2 dont la période de validité est limitée à 3 ans;

Considérant qu'il ressort de l'Arrêté royal du 17 février 2022 que la demande de licence F2 doit également être accompagnée du document-type «AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES LIBRAIRIES»;

Considérant que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence F2 dont la période de validité est limitée à 3 ans;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean fait partie de la liste des Communes et/ou Villes pour lesquelles l'avis du Bourgmestre doit obligatoirement être joint à la demande de licence de classe C établie par la Commission des jeux de hasard ;

Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence C ou F2 pour les établissements de jeux de hasard de classes III ou IV se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;

Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C implique dès lors un travail comparable à celui qui doit être fourni dans le cadre d'une première demande ;

Considérant que la délivrance d'un avis dans le cadre de l'octroi d'une licence de classe III ou d'une demande de renouvellement implique que les services communaux et de police attestent notamment des éléments suivants:

- • Que l'établissement est bien situé sur le territoire de la Commune;
- • Que l'établissement jouit ou non d'une bonne réputation;
- • Que l'exploitant n'a pas fait l'objet de sanctions administratives, de mesures de polices ou de PV d'infractions;
- • Que l'établissement dispose d'autorisations requises en matière d'exploitation de débits de boissons fermentées ou spiritueuses;
- • Que l'établissement répond à toutes les conditions légales en termes d'urbanisme, d'environnement, d'hygiène, de sécurité et de puissances sonores;
- • Que l'exploitant jouit de ses droits civils et politiques ou, s'il s'agit d'une personne morale, que son administrateur ou son gérant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion pour tenir un débit de boisson;
- • Que l'exploitant est en ordre de paiement en matière de taxes communales relatives aux débits de boissons.

Considérant que la Bourgmestre doit également produire une copie du certificat de bonnes vie et

mœurs de la ou des personnes concernées par l'obtention d'une licence de classes III et IV;

Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard (article 15 §1er, alinéas 2,3 et 5 de la loi du 7 mai 1999) ;

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;

Considérant qu'en vertu de l'article 7 de l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean devra vérifier que les librairies remplissent l'ensemble des critères à satisfaire pour que l'engagement de paris soit considéré comme activité complémentaire;

Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;

Considérant qu'une redevance de 2.500 € représente une somme de 500 € par an ou de 41,7 € par mois, soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables pour les licences avec une validité de 5 ans, et de 833,33 € par an ou de 69,44 € par mois pour les licences avec une validité de 3 ans ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement de licence F2 ;

Considérant que cette redevance couvrira le traitement de la demande par l'administration communale quelle que soit la nature de l'avis (favorable ou défavorable) ;

En cas de remise d'un avis négatif, le demandeur aura la possibilité de compléter son dossier et n'impliquera pas de payer à nouveau la redevance, sauf s'il y a un changement de numéro d'entreprise pour cet établissement ;

Considérant que cette redevance est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;

Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence C, et d'une période de 3 ans pour une licence F2 ;

Considérant que la Commune entend instaurer un montant correspondant au service rendu pour les exploitants de jeux de bingo ou de jeux de hasard électronique dont la licence de classes III et IV est limitée à un jeu de bingo ou jeu de hasard électronique ;

Considérant que pour ces derniers, le montant de la redevance est fixé à 1.250,00 EUR; que ce montant représente une somme de 250,00 EUR par an ou de 20,85 EUR par mois; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables;

Considérant les charges qu'entraînent pour la Commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent;

Considérant que la mise à disposition de jeux de bingo dans les débits de boissons, notamment par l'affluence qu'elle génère, engendre des dépenses supplémentaires au niveau de la sécurité, de l'ordre public et de la propreté sans participer au coût de ces dépenses supplémentaires ; Qu'il est donc légitime de financer ces dépenses supplémentaires par le produit de la redevance ;

Considérant qu'il convient d'adopter la présente redevance au regard des modifications législatives;

Considérant que, contrairement au traitement de dossiers dans le cadre notamment du règlement-taxe sur les immeubles dont les façades et la toiture sont laissées à l'abandon ou négligées qui génèrent une charge de travail importante pour nos services mais qui prévoit également la possibilité d'exonérer le redevable de la taxe moyennant certaines conditions; qu'après cette exonération de la taxe, l'imposition n'est plus due par le redevable mais cependant, les services ont déjà consacré du temps et posé plusieurs actes administratifs importants pour la gestion de ce type de dossier; que suite à la

décision d'exonération d'autres actes administratifs doivent encore être posés pour clôturer définitivement le dossier; qu'il est donc fait choix de prélever une redevance pour le traitement des dossiers dont l'avis du bourgmestre sur les établissements des jeux de hasard, en application des Arrêtés Royaux des 22/12/2010, 11/10/2018 et du 17/02/2022;
Considérant la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2023 à 2025 au profit de la Commune des redevances payables au comptant pour les demandeurs :

- en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard;
- en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique.

Article 2.

La redevance est due au moment du dépôt de la demande faite à la Commune pour se voir décerner un avis du Bourgmestre, et ce sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3.

Les redevances sont fixées sur base des taux repris ci-dessous :

- • 2.500 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- • 1.250 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard , lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique.

Article 4.

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les documents qui y sont assujettis sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 5.

Le paiement de la redevance est à effectuer, au comptant, vers le compte bancaire communal mentionné sur l'invitation à payer, qui est géré par le Receveur communal, la preuve de ce paiement étant à produire préalablement à un examen de la demande de l'administration.

Le paiement de la redevance est dû dans les 5 jours ouvrables de l'introduction de la demande.

En l'absence de preuve de paiement le dossier sera déclaré incomplet.

Article 6.

Le montant de la redevance est destiné à couvrir les frais administratifs relatifs au traitement de la demande. Par conséquent, le montant de la redevance est dû en cas de :

1. demande acceptée;
2. demande non-suivie d'effets dans le chef du demandeur ;
3. demande retirée par le demandeur ;
4. demande refusée.

Article 7.

A défaut de paiement, le recouvrement sera effectué par voie de procédure civile légale. Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Article 8.

Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} juillet.

Belastingen - Rechten op kansspelen.

21 **Marchés Publics - Nouvelle Loi communale articles 234 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL :

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 234
Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 11.05.2023 : Service des Marchés Publics - Marché relatif à l'entretien annuel des extincteurs – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 132.231,40 EUR hors TVA ou 160.000,00 EUR, 21% TVAC aux articles xxxx/125/06 du budget extraordinaire 2023 ;

Séance du 25.05.2023 : Service des Marchés Publics - Marché relatif à la location de caméras pour le service Incivilités – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 61.983,47 EUR hors TVA ou 75.000,00 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 8750/124/06 du budget extraordinaire 2023;

Séance du 25.05.2023 : Service des Marchés Publics - Marché relatif à l'entretien et le remplacement des blocs de secours – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 74.380,16 EUR hors TVA ou 89.999,99 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 0000/724/60 du budget extraordinaire 2023 et financé par emprunt ;

Séance du 01.06.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à la réparation et le remplacement de châssis 2023 – Marché Public par procédure négociée sans publicité – Montant de la dépense 57.851,23 EUR hors TVA ou 69.999,99 EUR, 21% TVA comprise à l'article budgétaire 0000/724/60 du budget extraordinaire 2023 et sera financé par emprunt ;

Séance du 01.06.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à l'Acquisition de Chèques Sports et Culture – Marché Public par Procédure négociée sans Publicité – Montant de la dépense 63.000 EUR TVAC aux articles budgétaires 7613/124/48 et 7640/123/48 du budget ordinaire 2023.

DECIDE

Article unique :

D'approuver le mode des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai organisant la tutelle des communes de la Région Bruxelles-Capitale.

Dienst Overheid Opdrachten - Artikel 234, Nieuwe Gemeentewet – Overheidsopdrachten – Kennisgeving van de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 234 ;

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 11.05.2023 : Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor het jaarselijk onderhoud van brandblusser – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 132.231,40 EUR Buiten BTW of 160.000,00 EUR, 21% BTW Incl artikelen xxxx/125/06 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 25.05.2023: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor huur van camera's voor de dienst Onburgerlijk Gedrag – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 61.983,47 EUR Buiten BTW of 75.000,00 EUR, 21% BTW Incl. op artikel 8750/124/06 van de gewone dienst 2023;

Zitting van 25.05.2023: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor onderhoud en vernieuwing van noodblokken – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 74.380,16 EUR Buiten BTW of 89.999,99 EUR, 21% BTW Incl. op artikel 0000/724/60 van de buiten gewone dienst 2023 en door lening gefinancierd ;

Zitting van 01.06.2023 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht voor Reparatie en vervanging van ramen 2023 - Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 57.851,23 EUR Buiten BTW of 69.999,99 EUR, 21% BTW Incl. op artikel 0000/724/60 van de buiten gewone dienst 2023 en door lening gefinancierd ;

Zitting van 01.06.203 : Overheids Opdrachten Dienst : Aankoop van sport en cultuur cheques - Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 63.000 EUR BTW Incl. op artikels 7613/124/48 et 7640/123/48 van de gewone dienst 2023.

BESLUIT

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houden regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Overgemaakt worden.

22 **Marchés Publics - Nouvelle Loi communale articles 234 et 236 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL :

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 234

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 20.04.2023 : Service des Marchés Publics - Marché relatif au remplacement de chaudières – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 66.115,70 EUR hors TVA ou 80.000,00 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 9220/724/60 du budget extraordinaire 2023 et financé par emprunt ;

Séance du 20.04.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à l'entretien et dépannage des portes de garages - Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 74.380,16 EUR hors TVA ou 89.999,99 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 9220/125/06 du budget ordinaire 2023 ;

Séance du 20.04.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à l'aménagement des Espaces verts - Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 41.322,31 EUR hors TVA ou 50.000,00, 21% TVAC à l'article budgétaire 8792/124/48 du budget ordinaire 2023 ;

Séance du 20.04.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à la distribution de brochures communales 2023/2026 – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 16.528,92 EUR hors TVA ou 19.999,99 EUR/an, 21% TVAC à l'article budgétaire 1040/123/06 du budget ordinaire 2023 ;

Séance du 27.04.2023 : Service des Marchés Publics – Marché relatif à l'entretien et débouchage des

Egoûts, citernes, descentes d'eaux pluviales - Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense 139.000,00 EUR hors TVA ou 168.190,00 EUR, 21% TVA comprise à l'article budgétaire 9220/125/06 du budget ordinaire 2023;

Séance du 27.04.2023 : Service des Marchés publics – Marché relatif à l'entretien et réparation des exutoires de fumée 2023/2024 – marché public par procédure négociée sans publicité – montant de la dépense 60.000,00 EUR HTVA ou 83.429,75 EUR/an, 21% TVA aux articles budgétaire xxxx/125/06 du budget ordinaire 2023 ;

Séance du 27.04.2023 : Service des Marchés publics – Marché relatif au détartrage, désembouage, infiltration et entretien corniche – marché public par procédure négociée sans publicité – montant de la dépense 139.669,42 EUR HTVA ou 169.000,00 EUR TVAC à l'article budgétaire 9220/125/06 du budget ordinaire 2023 ;

Séance du 27.04.2023 : Service des Marchés publics – Marché relatif à la location, montage et démontage des illuminations de fin d'année – marché public par procédure négociée sans publicité – montant de la dépense 99.173,55 EUR hors TVA ou 120.000,00 EUR TVAC à l'article budgétaire 4260/35/60 du budget ordinaire 2023 et financé par emprunt;

Séance du 27.04.2023 : Service des Marchés publics – Marché relatif à l'achat de matériel d'exploitation pour le service du Cimetière – Marché public par procédure négociée sans publicité – montant de la dépense 33.057,85 EUR hors TVA ou 40.000,00 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 8780/744/98 du budget extraordinaire 2023 et financé par emprunt;

DECIDE

Article unique :

D'approuver le mode des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai organisant la tutelle des communes de la Région Bruxelles-Capitale.

Overheidsopdrachten - Artikel 236, Nieuwe Gemeentewet – Overheidsopdrachten – Kennisgeving van de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 234 ;

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 20.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor vervanging van verwarmingsketels – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 66.115,70 EUR Buiten BTW of 80.000,00 EUR, 21% BTW Incl artikelen 9220/724/60 van de buiten gewone dienst 2023 en door lening gefinancierd ;

Zitting van 20.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor onderhoud en reparatie van garagedeuren - Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 74.380,16 EUR buiten BTW of 89.999,99 EUR, 21% BTW Incl. op artikel 9220/125/06 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 20.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor inrichting van groene ruimten - Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 41.322,31 EUR buiten BTW of 50.000,00, 21% BTW Incl. op artikel 8792/124/48 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 20.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor distributie van gemeentelijke brochures 2023/2026 – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 16.528,92 EUR buiten BTW of 19.999,99 EUR/an, 21% BTW Incl. op artikel 1040/123/06 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 27.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor onderhoud en ontstoppen van riolen, regenputten en regenpijpen - Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Bedrag van de uitgave 139.000,00 EUR buiten BTW of 168.190,00 EUR, 21% BTW. Incl. artikel 9220/125/06 van de gewone dienst 2023;

Zitting van 27.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor onderhoud en reparatie van rookkanalen 2023/2024 – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Bedrag van de uitgave 60.000,00 EUR buiten BTW of 83.429,75 EUR/jaar, 21% BTW. Incl. op artikelen xxxx/125/06 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 27.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor ontkalken, ontsmetten, infiltratie en onderhoud van kroonlijsten – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Bedrag van de uitgave 139.669,42 EUR Buiten BTW of 169.000,00 EUR BTW Incl. artikel 9220/125/06 van de gewone dienst 2023 ;

Zitting van 27.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor verhuur, montage en demontage van eindejaarsverlichting – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Bedrag van de uitgave 99.173,55 EUR buiten BTW of 120.000,00 EUR BTW Incl. artikel 4260/35/60 van de buiten gewone dienst 2023 en door lening gefinanceert ;

Zitting van 27.04.2023 : Dienst Overheids Opdrachten – Opdracht voor ankoop van bedrijfsuitrusting voor de dienst begraafplaatsen – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Bedrag van de uitgave 33.057,85 EUR buiten BTW of 40.000,00 EUR, 21% BTW Incl. artikel 8780/744/98 van de buiten gewone dienst 2023 en door lening gefinanceert ;

BESLUIT

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houden regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Overgemaakt worden.

23 **Marchés Publics - Balayeuse - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 215.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/1236 relatif au marché “Balayeuse” établi par le Service Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 152.892,56 EUR hors TVA ou 185.000,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 1360-743-53 et sera financé par emprunt ;

DECIDE:

Article 1er

d'approuver le cahier des charges N° 2023/1236 et le montant estimé du marché “Balayeuse”, établis par le Service Marchés Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par

les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 152.892,56 EUR hors TVA ou 185.000,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Overheidsopdrachten - Veegmachine - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 215.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Veegmachine" een bestek met nr. 2023/1236 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 152.892,56 EUR excl. btw of 185.000,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 1360-743-53 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met lening ;

BESLUIT:

Artikel 1

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023/1236 en de raming voor de opdracht "Veegmachine", opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 152.892,56 EUR excl. btw of 185.000,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2

bovengenoemde opdracht wordt geplaatst bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

8 annexes / 8 bijlagen

Kenmerken Veegmachine - NL.docx, 2023_04_27_Bestek - Model 3P_1.doc, Aankondiging van opdracht.docx, 2023_04_27_CCH - Modele 3P_1.doc, CSC Technique Balayeuse de voirie compacte.docx, Caractéristiques Balayeuse - FR.docx, Avis de marché.docx, technische Bestek Balayeuse de voirie compacte.docx

24 **Développement Durable - Biodiversité - demande de subside de l'ASBL l'association « Les Amis du Scheutbos » pour mener à bien le suivi de la biodiversité et l'information du public à la gestion écologique du Scheutbos.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13/06/2003 et plus particulièrement le point 2.14 sur le développement durable ;

Considérant que « Les Amis du Scheutbos » contribuent au suivi de la biodiversité à Molenbeek-Saint-Jean et que les activités de cette association contribuent tant à l'information et à la sensibilisation du public qu'à la gestion écologique du site, notamment sur le plan de la lutte contre les espèces invasives ;

Vu que l'ASBL « Les Amis du Scheutbos » a introduit le 26/04/2023 une demande de subside communal de 800 Euros pour couvrir les frais liés à ses visites guidées et à ses actions de gestion sur le site classé du Scheutbos ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 8790/332-02 (intitulé « Environnement - subside aux organismes ») du budget ordinaire 2023 ;

Vu que les Amis du Scheutbos, NE : BE 0823.080.236, IBAN BE25 0015 4260 8982 sont représentés par Jean Leveque, Président, rue du Jardinage, 26 - bte 2, 1082 Bruxelles ;

DECIDE:

Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 800 Euros à l'ASBL Les Amis du Scheutbos, NE : BE 0823.080.236, IBAN BE25 0015 4260 8982, représentés par Jean Leveque, Président, rue du Jardinage, 26 - bte 2, 1082 Bruxelles, afin de mener à bien le suivi de la biodiversité, l'information et la sensibilisation du public qu'à la gestion écologique du site, notamment sur le plan de la lutte contre les espèces invasives.

Article 2

D'engager la dépense de 800 Euros à l'article 8790/332-02 du budget ordinaire 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Duurzame ontwikkeling - Biodiversiteit - subsidieaanvraag van de VZW « Les Amis du Scheutbos » voor de goede opvolging van de biodiversiteit, het informeren van het publiek en het ecologische beleid van het Scheutbos.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien het wet van 14 november betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gemeentelijk ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13/06/2003 en meer bepaald op punt 2.14 in verband met duurzame ontwikkeling;

Overwegende de vzw « Les Amis du Scheutbos » bijdragen aan de opvolging van de biodiversiteit te Sint-Jans-Molenbeek en dat de activiteiten van deze vereniging zowel bijdragen aan het informeren en sensibiliseren van het publiek als aan het ecologische beheer van de site, en meer bepaald op het vlak van de bestrijding van invasieve soorten.

Gezien dat de vzw « Les Amis du Scheutbos » op 26/04/2023 een aanvraag voor een gemeentelijke subsidie heeft ingediend voor een bedrag van 800 euro om de kosten te dekken van de begeleide wandelingen en de acties voor het beheer van de geklasseerde site van het Scheutbos;

Gezien de kredieten beschikbaar zijn op artikel 8790/332-02 ("Leefmilieu – subsidie aan verenigingen") van de gewone begroting van 2023;

Gezien dat de VZW « les Amis du Scheutbos », BN : BE 0823.080.236, IBAN BE25 0015 4260 8982 is vertegenwoordigd door Jean Leveque, Voorzitter, Tuinierenstraat, 2 - bus 2, 1082 Brussel ;

BESLUIT:

Artikel 1

Een subsidie van 800 euro toe te kennen aan de VZW « Les Amis du Scheutbos », BN : BE 0823.080.236, IBAN BE25 0015 4260 8982 vertegenwoordigd door Jean Leveque, Voorzitter, Tuinierenstraat, 2 - bus 2, 1082 Brussel voor de goede opvolging van de biodiversiteit, het informeren en het sensibiliseren van het publiek, in het bijzonder op het vlak van de bestrijding van invasieve soorten.

Artikel 2

De uitgave van 800 euro in te schrijven op artikel 8790/332-02 van de gewone begroting van 2023.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2 annexes / 2 bijlagen

RIB ADS.pdf, Demande subside ADS 2023.pdf

25 Sports - Octroi d'un subside à l'ASBL Olympic Urban Festival

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal, en séance du 23.05.2018;

Vu le chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subsides directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les crédits budgétaires;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.05.2023 décidant e.a.:

Article 1 :

D'autoriser l'organisation de l'évènement sportif national précité;

Article 2 :

D'accorder, dans la mesure des possibilités, la collaboration matérielle gratuite précitée des services communaux ;

Article 3 :

De charger le service signalisation de la pose gratuite des interdictions de stationnement comme suit :

- du 23/05/2023 au 27/05/2023 de 06h00 à 20h00 : Interdictions de stationnement de 06h00 à 20h00: Parking Police "Géomètre" ;
- le 26/05/2023 de 06h00 à 18h00 : Interdictions de stationnement : Avenue du Sippelberg du n°1 jusqu'au croisement avec la Rue des Fuchsias ;
- le 26/05/2023 : Interdictions de stationnement de 06h00 à 20h00: Rue Charles Malis (des deux côtés) du croisement avec la Rue Van Kalck jusqu'au croisement avec la rue De Koninck ;

Article 4 :

De réserver les dépenses estimées à 773,04,76 euros pour la couverture préventive des services de la Croix-Rouge de Belgique située Rue de Stalle, 96 à 1180 Bruxelles - TVA BE0406.729.809 - à l'article « 7630/123-16 » (manifestation et festivités – organisation frais d'organisation) du budget ordinaire 2023 pour montant de 257,68 ainsi qu'à l'article « 7640/123-48 » (sports – organisation d'activités) du budget ordinaire 2023 pour montant de 257,68 et à l'article « 7610/124-48 » (jeunesse

– organisation d'activités) du budget ordinaire 2023 pour montant de 257,68 ;

Article 5 :

D'autoriser une équipe du service des ateliers à prester des heures supplémentaires, récupérables en congés compensatoires uniquement ;

Article 6 :

D'en informer les Services de Police et les Gardiens de la Paix.

Vu la déclaration de créance introduite par l'ASBL Urban Festival en date du 28.04.2023 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 7642/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2023;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la déclaration de créance introduite par l'ASBL Urban Festival en date du 28.04.2023 ;

Article 2 :

D'octroyer un subside d'un montant de 30.000,00 EUR à l'association Olympic Urban Festival, située Avenue de Bouchout, 9 à 1020 Bruxelles, numéro d'entreprise BE0695 897 992, IBAN BE58 06 89 1003 9879 et d'engager la dépense de 30.000,00 EUR à l'article 7642/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2023,

Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Olympic Urban Festival

DE RAAD,

Gezien de verordening betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies, vastgesteld door de gemeenteraad in zijn zitting van 23.05.2018;

Gelet op hoofdstuk 2 van het gemeentereglement tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek worden toegekend aan een begunstigde binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgmeester en schepenen van 17.05.2023 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1:

Om de organisatie van voornoemd nationaal sportevenement te machtigen;

Artikel 2:

Het zoveel mogelijk verlenen van voornoemde kosteloze materiële medewerking van gemeentelijke diensten;

Artikel 3:

Om de signaleringsdienst als volgt de gratis installatie van parkeerbepalingen toe te vertrouwen:

- van 23/05/2023 tot 27/05/2023 van 06.00 uur tot 20.00 uur: Parkeerverboden van 06.00 uur tot 20.00 uur: Parkeerterrein politie "Surveyor";
- op 26/05/2023 van 06.00 uur tot 18.00 uur: Parkeerbepalingen: Sippelberglaan vanaf nr. 1 tot kruising met Rue des Fuchsias;
- op 26/05/2023: Parkeerverboden van 6u tot 20u: Charles Malisstraat (aan beide zijden) vanaf de kruising met de Van Kalckstraat tot aan de kruising met de De Koninckstraat;

Artikel 4:

Om de uitgaven geraamd op 773.04.76 euro te reserveren voor de preventieve dekking van de diensten van het Belgische Rode Kruis, Stallestraat 96 te 1180 Brussel - BTW BE0406.729.809 - naar het artikel "7630/123-16 (evenementen en festiviteiten) – organisatie organisatiekosten) van de gewone begroting 2023 voor een bedrag van 257,68 alsook op artikel "7640/123-48" (sport –

organisatie van activiteiten) van de gewone begroting 2023 voor een bedrag van 257,68 en op artikel “7610 /124-48” (jeugd – organisatie van activiteiten) van de gewone begroting 2023 voor een bedrag van 257,68;

Artikel 5:

Een werkplaats serviceteam autoriseren om overuren te maken, die alleen in compensatieverlof kunnen worden verhaald;

Artikel 6:

De politiediensten en de bewakers van de vrede informeren

Gelet op de vorderingsverklaring ingediend door de VZW Urban Festival van 28.04.2023;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op grond van artikel 7642/332/02 van de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2023

BESLIST :

Artikel 1 :

Kennis te maken van de vorderingsverklaring ingediend door de vzw Urban Festival van 28.04.2023;

Artikel 2 :

Een subsidie ten bedrage van 30.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Olympic Urban Festival, gevestigd Bouchoutlaan 9 te 1020 Brussel, ondernemingsnummer BE0695 897 992, IBAN BE58 06 89 1003 9879 en de uitgave van 30.000 EUR vastleggen op artikel 7642/332/02 van de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2023.

1 annexe / 1 bijlage

Déclaration de créance Molenbeek_Olympic Urban Festival asbl-vzw_UYG 2023_final.pdf

26 Secrétariat communal - Motion déposée par le PTB-PVDA, relative aux tests de situation contre les discriminations. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Vu la loi du 10 mai 2007 visant à lutter contre certaines formes de discrimination;

Vu l’ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l’égalité de traitement en matière d’emploi;

Vu l’ordonnance du 5 mai 2017 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et à promouvoir l’égalité de traitement;

Vu les articles 192 et suivants du Code bruxellois du Logement (Titre X – De l’égalité de traitement et de la lutte contre la discrimination);

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2019 portant exécution de l’ordonnance du 21 décembre 2018 modifiant le Code bruxellois du Logement afin de renforcer la lutte contre la discrimination dans l’accès au logement;

Considérant la motion adoptée par le conseil communal du 21/3/2018 sur un plan d’action communal contre le racisme et les discriminations;

Considérant que l’écart de taux d’emploi entre une personne d’origine belge et une personne belge de 2ème génération s’élève à près de 20 points de pourcentage; et que cet écart est un de plus important de l’Union Européenne;

Considérant que plusieurs études montrent que les discriminations à l’emploi continuent à augmenter en Belgique. Ainsi, le taux de chômage des personnes d’origine maghrébines (38,4 pour les femmes et 31,3 pour les hommes) et des afro-descendants (environ 40 pour les femmes et 39 pour les hommes) est 3 à 4 fois plus élevé que celui des belgo-belges (11,4 pour les femmes et 12,3 pour les hommes);

Considérant que 9 victimes sur 10 de discrimination ne déposent pas plainte;

Considérant qu'UNIA, l'institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et défend l'égalité des chances en Belgique, confirme que les testings ou tests de situation sont utiles et nécessaires afin de démontrer et de prouver qu'il y a de la discrimination sur le marché locatif privé, indiquant que sans de tels tests, il est beaucoup plus difficile d'identifier la réalité des discriminations;

Considérant que les tests de situation réalisés ont démontré à maintes reprises qu'entre 16%-17% et 27% des entreprises discrimine ou est prêt à discriminer;

Considérant que des testings réalisés ont démontré à maintes reprises qu'entre 14% et 50% des bailleurs discriminent ou sont prêts à discriminer

Considérant que plus de 14 villes (Gand, Anvers, Alost, Ninove, Bruges, Saint-Nicolas, Liège, Namur, Charleroi, Mons, Malines, Genk, Courtrai, Leuven, ...) ont déjà réalisés des testings pour mesurer et sensibiliser contre les discriminations sur le marché de logement

Considérant que suite aux testings, la Ville de Gand a abordé des sociétés immobilières pour qu'ils forment leur personnel et que suite à cela le pourcentage des sociétés immobilières qui discriminent a baissé de 26% à 14%. Une troisième vague de testings "juridiques", permettant de sanctionner s'il fallait les sociétés qui continuaient à discriminer, a fait disparaître complètement les discriminations au premier contact par les sociétés immobilières.

Considérant que suite aux testings réalisés par la Ville d'Anvers sur le marché locatif, le pourcentage de sociétés immobilières discriminantes a baissé de 17% à 10%;

Considérant que deux villes (Gand et Anvers) ont effectué des testings sur leur marché d'emploi;

DECIDE :

Article 1 :

De réaliser des testings anti-discrimination sur le marché du logement et/ou sur le marché de l'emploi;

Article 2 :

D'appliquer les mesures du plan d'action communal contre le racisme et les discriminations du 21/3/2018.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de PTB-PVDA, over de situatietests tegen de discriminaties. (Aanvullend)

27 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par M. El Bouazzati, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la simplification administrative - Report du 24/05/2023.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit :

Pour l'écologie et l'économie (ndlr de papiers et envois postal) de notre commune il serais judicieux d'envoyer toutes les fiches de paie des jetons de présence et autres du membre du collège et du conseil communal.

Serais il faisable de faire cela ?

On y gagnerais en temps car directement disponible

En argent car pas de timbre ni du personnel à payer pour envois postaux

Et écologiquement avec tous les papiers économisés.

Merci pour votre réponse Bien à vous

Gemeenschappelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Bouazzati, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende administratieve vereenvoudiging - Uitstel van 24/05/2023.

28 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijns, Conseiller communal N-VA, relative à la fresque de Gevriye Cavas, disparu à l'âge de 5 ans, il y a 38 ans. (Complémentaire)

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Bijns, Gemeenteraadslid N-VA, over de Fresco van Gevriye Cavas, verdween op 5-jarige leeftijd 38 jaar geleden. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Bijns, waarvan de tekst volgt :

Op 25 mei 2023 werd in de Nicolas Doyensstraat een fresco ingehuldigd door Child Focus ter ere van de Internationale Dag van de Vermiste Kinderen.

Op het fresco een afbeelding van de in 1985 verdwenen jongen Gevriye Cavas. Hopelijk komt er voor de familie opheldering in de zaak alsook in alle zaken waarbij kinderen vermist zijn.

Child Focus is een Belgische stichting van openbaar nut. Het is spijtig vast te stellen dat de stichting voor de fresco enkel gebruik gemaakt heeft van de Franse taal, terwijl in het Brussels Hoofdstedelijk gewest het Frans en het Nederlands als gelijkwaardig worden beschouwd.

De Nederlandstalige inwoners en de Vlaamse burens staan zeker niet onverschillig tegenover het lot van vermiste kinderen, dus het is jammer dat in deze groots opgezette campagne geen rekening is gehouden met de taalwetgeving.

Het is de taak van de gemeente om de stichting hierop te wijzen en hun te vragen om de fresco aan te passen.

Bijlage: foto van de fresco

1 annexe / 1 bijlage

462d242b-muurschildering.pdf

29 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijns, Conseiller communal N-VA, relative au rapport annuel du Vice-Gouverneur pour l'année 2022. (Complémentaire)

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Bijns, Gemeenteraadslid N-VA, over het jaarverslag van de Vice-Gouverneur voor het jaar 2022. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Bijns, waarvan de tekst volgt :

De vicegouverneur heeft zijn jaarverslag gepresenteerd inzake de opvolging van de taalwetgeving inzake aanwervingen en benoemingen van personeel.

De situatie is al jaren desastreus in heel Brussel, maar ik wil hier vandaag enkel focussen op de cijfers voor Molenbeek voor 2022.

Volgens het verslag heeft de gemeente vorig jaar 46 aanwervingen voorgelegd aan de vicegouverneur, waarvan er maar 2 voldeden aan de taalwetgeving, 6 aanwervingen tolereert hij en de andere 38 heeft hij geschorst.

Van de 44 aanwervingen die dus niet in orde zijn, gaat het op 1 na over allemaal Franstalige medewerkers die geen Nederlands kunnen.

Het jaarverslag vermeldt dat geen enkele schorsing door de Brusselse regering is bevestigd of afgekeurd. Dat wil zeggen dat 30 dagen na de schorsing door de vicegouverneur zijn beslissing vervalt en dat de aanwerving dus weerhouden is.

Volgens het verslag zijn er 17 aanwervingen van korte duur, wat niet wil zeggen dat deze mensen momenteel nog voor de gemeente werken, want misschien is hun contract verlengd.

Voor het OCMW zijn de cijfers nog slechter. Van de 158 aanwervingen zijn er maar 8 in orde!

Ik vraag dus aan de gemeente of van de 194 dossiers die niet in orde zijn of deze mensen momenteel nog werkzaam zijn in de gemeente of het OCMW, of er stappen zijn ondernomen om deze mensen te verplichten de andere landstaal te leren en op welke duur de gemeente voorziet dat deze medewerkers effectief tweetalig zijn.

Ook een vraag aan de schepenen voor Nederlandstalige aangelegenheden: Hoe legt u dit uit aan de Nederlandstalige inwoners? Jaar na jaar verslechtert de dienstverlening in de gemeente betreffende de kennis van het Nederlands door de gemeentemedewerkers. Dit kan u toch niet meer verantwoorden?

Bijlage: jaarverslag vicegouverneur 2022 Nederlandstalige versie en Franstalige versie

3 annexes / 3 bijlagen

2022FR.pdf, Vraag aan de gemeente maand juni 2023.pdf, 2022NL.pdf

30 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal DEFI, relative à une bagarre qui a eu lieu entre des policiers et des jeunes de Molenbeek lors d'une descente de la Lesse en kayak. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,

Un incident grave, largement rapporté dans les médias sous le nom de "Kayak gate", a récemment ébranlé bon nombre de nos citoyens. Il s'agit, comme vous le savez, de la bagarre qui a eu lieu entre des policiers et des jeunes de Molenbeek lors d'une descente de la Lesse en kayak.

Il est de notoriété public que la zone de police Bruxelles-Ouest a pris des mesures pour faire face à cette situation, notamment en affectant les policiers impliqués à des tâches internes et en ouvrant un dossier disciplinaire. En outre, la zone de police suit de près l'enquête menée par le Parquet de Namur.

Cependant, en tant que Bourgmestre et chef de la police administrative, nous souhaiterions connaître les mesures spécifiques que vous avez prises en réponse à cet incident. Quelles actions avez-vous entreprises pour assurer la confiance de la communauté envers nos forces de l'ordre ? Quelles mesures ont été mises en place pour prévenir de tels incidents à l'avenir ?

J'aimerais également obtenir des informations sur les mesures proposées pour améliorer la relation entre les jeunes et la police. Par ailleurs, j'aimerais connaître l'avancement de la proposition que j'ai faite concernant la mise en application des caméras corporelles (bodycams) et la mise en application des récépissés.

Nous comprenons que certaines informations peuvent être confidentielles en raison de l'enquête en cours, mais nous estimons qu'il est important d'assurer une transparence et une communication adéquates avec les citoyens pour maintenir leur confiance en nos institutions.

En conclusion, Madame la Bourgmestre, notre rôle en tant que conseillers communaux est de représenter les intérêts et les préoccupations de nos citoyens. C'est dans cet esprit que je vous demande, au nom de notre conseil et de nos citoyens, de nous éclairer sur les mesures que vous avez prises et celles que vous envisagez pour la suite. Nous attendons avec impatience votre réponse.

Merci pour vos réponses.

Rachid Ben Salah

Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

DéFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant

Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, Gemeenteraadslid DEFI, over een vechtpartij tussen politieagenten en Molenbeekse jongeren tijdens een kajaktocht op de Lesse. (Aanvullend)

31 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à une bagarre qui a eu lieu entre des policiers et des jeunes de Molenbeek lors d'une descente de la Lesse en kayak. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Nous avons tous été choqués par ce que nous avons lu dans les journaux sur l'altercation entre des policiers - hors service - d'une brigade d'intervention (la fameuse brigade "raclette") et des élèves de l'Athenée Sippelbergh.

Ce qui choque, c'est que les versions ont changées rapidement.

La première version apparue dans les journaux, était une version très négative pour les élèves, qui étaient décrits comme les agresseurs et instigateurs des violences. Il semblerait que cette première version a été fuitée par des policiers proches de la brigade.

La deuxième et troisième version redressent fortement ce tableau. Il semblerait que c'est au contraire les policiers qui ont été très agressifs, violents. Un jeune a été submergé longuement à plusieurs reprises, battu, par plusieurs collègues, avant que les autres élèves et accompagnateurs sont intervenus. On parle de propos racistes, menaces envers les élèves et leurs accompagnateurs de la part des policiers de notre Zone. Des policiers de notre Zone auraient voulu obtenir les identités des élèves impliqués (pour régler leur compte?). La presse dit que des policiers ont tout fait pour étouffer l'affaire. Des policiers de notre zone se seraient battus entre eux.

J'ai deux questions, et deux propositions:

1. On a entendu que dans un premier temps vous êtes passés à l'école et que vous auriez prétendu que les policiers ne seraient pas de policiers de notre zone. Est-ce vrai?

2. Nous avons entendu que des policiers tournent autour de l'école. Plusieurs témoignages le confirment, aussi bien d'élèves que du personnel. Dans la presse des responsables de police nient cela. Est-ce que vous avez mené une enquête afin de définir s'il est vrai?

3. Nous sommes d'avis qu'il faut suspendre les policiers impliqués, en attendant les résultats de la procédure disciplinaire et l'enquête. Le commissaire a dit dans la presse qu'il a dû donner des consignes afin de garantir un climat serein. Mais nous entendons que ces policiers sont bien actifs, et présent au commissariat. Imaginez vous: un élève qui a dû faire sa déclaration s'est fait avertir par l'accueillante de "faire vite, car tantôt ils retournent". Est-ce suffisant que ces policiers soient juste assignés à des tâches internes, comme le dit la presse?

Quelle position vous avez défendu?

4. Nous sommes d'avis qu'il faut une enquête sur le fonctionnement de la brigade dite "raclette". Une telle situation ne peut pas exister, ni se répéter sans qu'il y ait un problème hiérarchique. Heureusement il y a encore des policiers dans cette brigade qui ont essayé d'arrêter leurs collègues. Mais clairement, ces policiers qui essaient de faire correctement leur boulot, ne sont pas soutenus assez. Et les policiers qui sont clairement prêts à enfreindre les lois, dominent la brigade. Ne faut-il pas prendre des mesures plus fermes et mettre la brigade sous tutelle? De désigner un dirigeant d'en dehors de la brigade? Il semblerait que certains policiers devenus des risques pour leurs collègues et pour la population. Il faut que ça change. Quel est votre avis?

5. Les élèves, leurs parents, tous les Molenbeekois, ont droit de connaître l'entière vérité. Nous sommes d'avis qu'il faut qu'une instruction, avec juge d'instruction. Nous entendons que la WBE, pouvoir organisateur se porterait partie civile. Mais la commune devrait faire les mêmes démarches et se porter partie civile. La commune a droit de connaître l'entier dossier. Quel est votre avis?

Dirk De Block

Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, over een vechtpartij tussen politieagenten en Molenbeekse jongeren tijdens een kajaktocht op de Lesse. (Aanvullend)

32 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à l'affluence à la piscine de Molenbeek durant les fortes chaleurs. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par M. El Bouazzati, dont le texte suit :

Interpellation au sujet de la piscine de molenbeek :

-Étant témoin dernièrement de la file d'attente énorme lors de la forte chaleur, il y a eu un manque énorme d'organisation.

Des gens sont restés longtemps dans une file d'attente sous une forte chaleur.

Avec cette chaleur, les gens ont besoin et cherchent de la fraîcheur. Des points d'eau manquent terriblement à Bruxelles, surtout depuis le démantèlement de l'Océade au Heysel.

Il n'est pas normal que l'échevin doive venir sur place pour régler le problème.

M. l'échevin, madame la bourgmestre, qu'avez-vous prévu pour prévenir ce genre de situation, c'est-à-dire de grande chaleur et de grande affluence, dans l'avenir?

Qu'en est-il du projet de piscine récréative sur le site du Delhaize ?

En ces temps de réchauffement climatique avec des périodes de grande chaleur de plus en plus fréquente, il manque terriblement d'endroits de rafraîchissement à Bruxelles et à Molenbeek.

A Anderlecht p.ex. on a pu construire en 3 mois une piscine dans le canal. Est-ce que vous avez envisagé un tel projet dans notre commune?

Merci pour votre réponse

**MOHAMED ELBOUZZATI
CONSEILLER COMMUNAL
MOLENBEEK SAINT JEAN**

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie van de heer El Bouazzati, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, over de drukte in het zwembad van Molenbeek tijdens de warme zomermaanden.
(Aanvullend)**